

Discours d'introduction d'Henri ETCHETO

*Président du groupe
de la gauche départementale*

Seul le prononcé fait foi.

Monsieur le Président, chers collègues,

A circonstances exceptionnelles, lieu exceptionnel et vous permettrez de remercier à mon tour le maire d'Anglet pour nous permettre d'accueillir notre Assemblée dans ce lieu exceptionnel. Nous voici donc réunis, nous les élus de l'Assemblée départementale, dans le « monde d'après » et pour pouvoir nous réunir, nous avons quitté le Parlement de Navarre pour cette session, peut-être pour la première fois de son Histoire, et nous retrouver ici à Anglet, au théâtre Quintaou.

Si vous permettez, je commencerai ce propos introductif par un retour sur cette période inédite que nous traversons, tant dans sa dimension mondiale que dans son caractère soudain.

Tout d'abord, au nom des élus du groupe de la gauche, je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, avec vos équipes, pour avoir pris les dispositions nécessaires et avoir été réactifs dans la gestion de la crise que nous ne pouvions anticiper. Il me semble que le front républicain prévaut dans des moments comme celui-là et nous tenions à souligner les efforts

d'organisation, de décisions et de protection qui ont été prises, notamment pendant la durée du confinement.

Je voudrais profiter de cette tribune pour également remercier tous les agents de la collectivité qui ont assuré la continuité du service public départemental, parfois dans des conditions difficiles ou stressantes, mais tous et toutes ont répondu présents à leur niveau, ce qui montre le bel esprit de solidarité qui peut animer la fonction publique. Cette fonction publique, que l'on prive depuis plusieurs années de moyens, de reconnaissance, que cela concerne l'Education nationale, les forces de l'ordre, les métiers d'urgence, de la santé, mais aussi plus près de nous les agents locaux, qui œuvrent pour le quotidien des habitants d'un territoire ; et bien cette Fonction Publique s'est retrouvée en première ligne, s'adaptant remarquablement à la situation nouvelle, faisant preuve de volonté et d'engagement. S'il y a bien une chose fondamentale à retenir de cette crise sanitaire et de ses effets, c'est bien que lorsque le service public demande davantage de moyens, il ne s'agit pas de s'accorder des privilèges, comme certains voudraient le faire croire, mais bien à assurer des missions au service de chacun des citoyens. La France entière l'a mesuré et en a témoigné à travers les élans de solidarité envers les soignants, les applaudissements aux fenêtres à 20h et en prenant conscience de la nécessité de ces personnels. Si désormais nous allons vers un retour à la normale, il est primordial que cette prise de conscience demeure et que l'on mesure l'utilité, davantage au service rendu qu'à la rentabilité purement économique.

Cette crise révèle également à quel point les collectivités de proximité – et parmi elles bien évidemment le Département – sont essentielles à la vie du pays. Le Président de l'Assemblée des Départements de France l'a rappelé dans une tribune publiée dans le Journal du dimanche dont vous êtes cosignataire, Monsieur le Président, dimanche dernier : « le département s'est imposé en temps de crise, comme le bon échelon d'efficacité et de proximité ». Nous l'avons vu pour la commande des masques, l'organisation de la distribution mais aussi la mobilisation du personnel, notamment des volontaires, pour aller donner un coup de main au plus près là où c'était nécessaire.

Cette crise rappelle aussi qu'une dépense dans un service public, qu'elle soit aux services des personnes âgées, des enfants, des patients, ou plus simplement de la collecte des ordures ménagères au quotidien, n'est pas seulement une dépense, mais un investissement. C'est un investissement au service de la société entière, quels que soient les moyens dont chacun dispose, un pare-feu du vivre ensemble, un enjeu de démocratie.

Aussi, lorsque nous entendons au sommet de l'Etat, la porte-parole du Gouvernement, clamer avec aplomb que « c'est parce que nous avons été fourmis au début du quinquennat que l'on peut désormais mieux faire face à la crise », nous restons dubitatifs.

Mais le raisonnement ne tient pas. Tout d'abord parce que personne ne pouvait prévoir un effondrement économique, et

le plus dur sera sans doute à venir, aussi brutal, mais surtout parce que si la France a été confrontée à une pénurie, notamment de masques, de matériel pour les personnels soignants, ou de médicaments, c'est bien par manque d'anticipation. Cela résulte de plusieurs années de doctrines libérales, plus ou moins virulentes, où l'on envisageait les services publics davantage comme un coût que comme un investissement. Nous en avons vu le résultat. A l'échelle départementale, le raisonnement est le même.

Sur quoi portent nos interventions depuis le début de votre mandat ? Nous n'avons eu de cesse de rappeler les priorités des habitants, des priorités qui ont justement été mises en avant pendant le confinement notamment. La première concerne les plus fragiles. Si notre département a été relativement épargné par l'épidémie, il n'en demeure pas moins que le confinement n'a pas été vécu de la même façon par tout le monde, selon son logement, ses difficultés financières, son accès ou non aux technologies numériques, sa solitude subie. La situation dans les EHPAD notamment mérite que le Département prenne ses responsabilités pour soulager des personnels épuisés et en même temps totalement dévoués à leur métier puisque certains se sont même confinés dans les établissements pour protéger leurs proches mais aussi continuer à s'occuper de nos aînés. Les personnels de l'aide aux domiciles, également en première ligne pendant la crise, auprès des personnes handicapées ou âgées, méritent également toute notre attention et nous demandons, comme l'a fait la Gironde par exemple, une revalorisation immédiate

et pérenne de leur rémunération. C'est le sens de la motion que nous proposons à cette Assemblée.

Nous vous avons également interpellé à plusieurs reprises sur la situation des assistants familiaux. Ces familles d'accueil, le plus souvent un métier exercé par des femmes, sont soumises à des difficultés croissantes, notamment par manque de dialogue avec la collectivité. Nous étions intervenus pour la prise en compte des difficultés financières affrontées pendant le confinement et nous nous réjouissons qu'un forfait de 500€ puisse leur être versé, mais de manière plus structurelle, nous vous demandons le rétablissement du dialogue avec les personnes qui font un métier difficile et là encore, pas toujours reconnu à sa juste valeur.

Les dernières semaines nous ont rappelé également que les incivilités perdurent et que la répression ne suffit pas. Certains habitants de notre département se sentent délaissés et le sentiment d'abandon est palpable dans les quartiers, parfois même dans les campagnes. Là encore, il est urgent d'investir dans la prévention, avec des actions de terrain. Financer des postes, cela coûte cher, mais la facture est toujours moindre que lorsque la société doit faire face à une méfiance envers les institutions, les forces de l'ordre ou les services d'urgence. C'est un travail de longue haleine qui doit être entrepris très rapidement. Nous le répétons, voire le « rabâchons » pour reprendre votre vocabulaire, depuis votre décision de ne plus financer des emplois sur le terrain, mais il peut arriver à tout le monde de savoir reconnaître et réparer ses erreurs, sans doute motivés alors par une logique purement comptable.

Désormais, il faut donc préparer la deuxième vague de la crise sanitaire, qui sera économique. Les finances du Département seront impactées, d'autant plus si la collectivité est privée de son levier fiscal par la réforme envisagée par le Gouvernement. Nous serons donc amenés à faire des choix dans ce domaine. Alors, nous, élus de gauche, sommes pleins d'espoir : enfin l'urgence sociale et écologique a été entendue et éprouvée pendant cette période de confinement. Mais, il ne faut pas être naïfs, chassez le naturel, il revient au galop.

Dans le plan de relance que vous proposez, malgré des annonces importantes que nous aurons l'occasion de souligner, il y a des manques tout aussi significatifs, comme des marqueurs de cet ancien monde que nous pouvions pensé balayés, mais qui persiste et laisse encore une partie de la population au bord du chemin.

Une attention aurait pu être accordée aux ménages les plus modestes, ceux qui bénéficient de l'aide alimentaire, qui ne pourront pas partir en vacances. Le confinement, pour certains, c'est toute l'année, tout simplement parce qu'ils n'ont pas les moyens de s'offrir un séjour loin de leur domicile. Nous regrettons ainsi que l'aide aux banques alimentaires ne soit pas plus important et que le droit aux vacances ne soit pas davantage accompagné par le Département.

En revanche, nous avons été amenés à sourire lorsque nous constatons que non seulement l'aide aux investissements des collèges privés est maintenu au-delà de ce que permet la Loi, mais qu'elle est amplifiée. Vous avez assumé Monsieur le Président qu'il s'agissait d'un choix politique et nous ne nous

accorderons pas sur le sujet, en revanche, il est surprenant que l'aide en 2020 soit supérieure à celles des années précédentes, nous aurons l'occasion d'y revenir pendant cette session, sans doute à vos oreilles de « rabâcher ». D'autant plus que des efforts sont faits pour aider les collèges pour accompagner les classes à distance, il n'est donc pas raisonnable, d'amplifier des dépenses non obligatoires, en organisant la concurrence des collèges publics.

Par ailleurs, puisque nous avons, pour beaucoup d'entre nous, accentué notre connexion aux écrans ces dernières semaines, nous souhaiterions avoir un point, en séance publique, sur l'avancement de la fibre, sur le respect des dispositions contractuelles, notamment sur l'emploi local, afin de constater, ensemble, les avancées de ce dossier.

Nous sommes, Monsieur le Président, à l'Heure des choix. Soit nous ne tirons aucun enseignement de la crise que nous traversons et nous décidons de laisser une partie de nos concitoyens prendre de plein fouet les crises à venir, ou au contraire, nous redéfinissons nos priorités et renforçons pleinement notre légitimité, en tant qu'élus et en tant que collectivité.

La crise a montré l'importance de la proximité et de la sobriété. A défaut de consommer toujours plus, nous pouvons consommer davantage de manière locale et raisonnée, garantissant des emplois pérennes non délocalisables.

Cela vaut bien évidemment pour l'alimentation, mais aussi pour la culture – nous avons tous soif de cinéma, de livres, de

concerts ou de fêtes-mais aussi pour le tourisme ou la production de biens et de services.

Nous aurions sans doute apprécié, lors de cette première session du « monde d'après », voir au-delà des mesures d'urgence, des orientations concrètes à long terme. Nous pouvons certes saluer les mesures prises pour l'insertion, envers le monde associatif, envers les agriculteurs, pour l'animation des territoires mais l'ambition n'est peut-être pas tout à fait à la hauteur. J'ai souligné il y a quelques instants les besoins en matière de prévention spécialisée, dans les métiers de l'aide à domicile ou de l'accueil familial mais il y a d'autres sujets sur lesquels la collectivité peut intervenir.

Le réchauffement climatique va avoir des effets désastreux sur notre département, riche de sa biodiversité, de ses montagnes et de son littoral. Mais les zones enneigées s'amenuisent d'année en année et le littoral connaît à la fois l'érosion qui menace les habitations mais aussi la destruction d'écosystèmes marins. L'urbanisation des villes, pensée davantage dans la rentabilité économique que dans sa viabilité dans le temps, s'accroît, entraînant des pics de pollution et les conséquences que nous connaissons sur la santé. Il est temps de prendre cette situation à bras-le-corps et d'envisager, chaque fois que nous le pouvons, un amortissement écologique durable dans chacune de nos politiques : une agriculture durable et locale, un tourisme durable, une consommation durable. Ainsi, les touristes ne sont peut-être pas à aller chercher du côté de l'Asie mais bien davantage dans notre région, de manière raisonnée.

Nous le savons, la crise économique risque de secouer beaucoup de nos concitoyens et le Département doit être, là pour favoriser l'insertion des personnes en difficultés et surtout veiller aux moyens de la garantie de ses services publics. Un an après la Mission d'Information et d'Evaluation, des difficultés demeurent dans les Services sociaux départementaux ; quand on sait à quel point ces services sont précieux, on leur donne les moyens de travailler correctement.

Ensuite, les jeunes. Les générations des années 2010 ne doivent pas être des générations sacrifiées, soumises à l'ultraflexibilité du marché du travail, ne pouvant bénéficier des aides sociales. Il nous semble qu'une politique jeunesse ambitieuse doit être envisagée, par exemple par une politique de contrats d'apprentissage ou d'alternance, par des appuis à leur autonomie et des actions culturelles garantissant l'égalité des chances.

Monsieur le Président, la gestion de la crise à l'échelle départementale a été à la hauteur des enjeux. Désormais, nous devons investir pour jouer le rôle de bouclier social qui nous incombe. Ces dépenses ne seront pas des dépenses à perte, mais bien un investissement pour la jeunesse, pour nous-mêmes et pour nos aînés.

Je vous remercie.